REPUBLIQUE POPULATRE DU CONGO

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE PREDIDENCE DU CONSEIL DES MINISTRES MINISTERE DE LA DEFENGE NATIONALE

TRAVAIL-DÉMOCRATIE-PAIX

ECRET 80/

DU 28.04.80

Portant Réintégration dans l'Armée Populaire Nationale et nomination du grade d'Officier d'un ex-Sous-Officier.

LE PRESIDENT DU CONTRE CENTRAL DU PARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT, PRÉSIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES, MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE.

SAS

- VU LA CONSTITUTION DU 8 JUILLET 1979;
- VU La Loi 17/61 du 16 Janvier 1961 portant Organisation et Recrutement des Forces Armées de la République ;
- VU L'Ordonnance 31/70 du 18 Août 1970 portant Statut Général des Cadres de . L'Armée Populaire Nationale ;
- VU L'Ordonnance 1/69 du 6 Février 1969 modifiant la Loi 11.66 du 22 Juin 1966 portant création de l'Armée Populaire Nationale;
- VU L'Ordonnance 6/69 du 24 Février 1969 portant Organisation Opérationnelle du Térritoire;
- VU LE DÉCRET 62/127 DU 7 MAI 1962 SUR LE RECRUTEMENT DANS L'ARMÉE :
- VU LE DÉCRET 77/170 DU 11 AVRIL 1977 PORTANT RETROGRADATION D'UN OFFICIER :

 DE L'ARMÉE POPULAIRE NATIONALE;
- VU LE DÉCRET 79/155 DU 4 AVRIL 1979 PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CON-SEIN DES MINSSTRES;
- VU LE DÉCFET 79/154 DU 4 AVRIL 1979 PORTANT NOMINATION DU PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT;
- VU L'ARRÊTÉ Nº 4060/PCM/MDN du 15 Juin 1977 PORTANT LIBÉRATION D'UN Sous-

SUR PROPOSITION DU COMITE DE DEFENSE

/)ECRETE:

ARTICLE 1ER. - L'EX-ADJUDANT-CHEF TSANGO-A-BEKA Dominique, est autorisé à réintégrer l'Armée active avec le grade de Sous-Lieutenant pour compter du 1er Novembre 1979.

ARTICLE 2.- LE TEMPS PASSÉ PAR L'INTÉRESSÉ DANS LES RÉSERVES BOIT 2 ANS 5.
MOIS 4 JOURS, SERA COMPTÉ COMME INTERRUPTION DE SERVICES.

- ARTICLE 3.- Toutes les dispositions antérieures contraires au présent Décret notamment le Décret 77/170 du 11 Avril 1977 portant retrogradation d'un Officier et l'Arrêté N° 4060/DCM/MDN du 15 Juin 1977 portant libération d'un Sous-Officier de l'Armée Populaire Nationale, sont abrogées.

1

<u>.F</u>.

....

ARTICLE 4.:- LE l'inistre de la Défense Nationale et le Ministre des Finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret qui sera enregistré, publié au Journal officiel de la République Populaire du Congo et communiqué partout où besoin sera-/-

PAR LE FRÉSIDENT DU COMITÉ CENTRAL
DU FARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHEF DE
L'ETAT, FRÉSIDENT DU CONSEIL DES
MINISTRES.

CHEF DU GOUVERNEMENT,

CHEF DU GOUVERNEMENT,

LE MINISTRE DES FINANCES,

COLONEL LOUIS SYLVAIN-GOMA.

HENRI L O P E S.